

INDE ET EUROPE FACE AUX ECHECS DE LA MONDIALISATION

Paris, les 26 et 27 novembre 2009

Le colloque co-organisé sur ce thème par la Fondation Jean Jaurès et la Fondation Européenne pour des Etudes Progressiste (la FEPS, proche du Parti Socialiste Européen), était un colloque ambitieux. Ambitieux par son thème, même si devaient être privilégiées la lutte contre les inégalités et la crise de la démocratie; ambitieux par son organisation aussi puisqu'il fallait rassembler pour être crédible des politiques du meilleur niveau et des experts reconnus.

L'autosatisfaction n'est pas dans mes habitudes mais l'intensité des discussions et des échanges d'une part, la volonté de poursuivre un cycle de rencontres commencé à Delhi en septembre 2008 d'autre part, peuvent laisser penser que les défis ont bien été relevés.

"Le marché ne marche pas pour les pauvres": cette entrée en matière brutale, lancée par la sociologue indienne Meera Mitra, devait structurer le premier débat du premier jour. D'un côté en Inde, où 92% de la population appartient au secteur informel, les concepts et les instruments de mesure devenus classiques ne sont pas forcément d'une grande pertinence.

Mais on peut faire la même remarque en France pour la partie de notre population dont beaucoup de besoins, mêmes fondamentaux, sont non solvables et ne se traduisent donc pas par une demande sur un marché.

Différence entre les deux pays: en France la racine des inégalités apparaît économique et liée au revenu, tandis qu'en Inde la racine apparaît d'abord sociale et liée aux clivages culturels et sociétaux traditionnels.

Le besoin d'intervention publique, également ressenti, alors qu'il se manifeste principalement chez nous à travers des prélèvements obligatoires permettant le financement de minima sociaux et de services publics, se manifeste en Inde à travers des mécanismes de "discrimination positive" couplés à la notion de "démocratie inclusive", qui constituent les outils les plus importants.

En termes de résultats, la France peut se targuer de l'existence de revenus et de salaires minimaux. Shubbha Somu, de la Commission nationale des "backward classes", et d'autres intervenants indiens ont souligné quant à eux que leur approche avait par exemple permis qu'au niveau des élus des collectivités de base, les basses castes soient correctement représentées, ainsi que les femmes (1,2 million d'élues sur un total de trois millions) et qu'elle avait permis aussi une réelle promotion sociale dans la fonction publique.

Plusieurs thèmes ont ensuite structuré la discussion. A nouveau la non pertinence sociale des indicateurs économiques: ainsi Mani Shankar Aiyar, ancien ministre, soulignait-il que, pour l'Inde, plus la croissance du PIB était forte, plus celle de l'Indicateur de Développement humain de la Banque mondiale était faible, tandis que Philippe Humbert, du Parti socialiste, introduisait la notion "d'inégalités jugées injustes". Les effets des nouvelles technologies d'autre part: Jean Legarrec, ancien ministre, récusait l'idée de crise alors que nous vivons une mutation. Par

ailleurs, Internet n'est-il pas un élément d'exclusion plutôt que d'inclusion pour ceux qui ne parlent pas anglais (ce qui est le cas de plus de 90% de la population en Inde) ? L'importance de l'éducation enfin, sachant que c'est dès la petite enfance que se creusent les premières inégalités.

Le débat sur les structures démocratiques des deux pays, leurs insuffisances et leur mise en cause par la mondialisation démarrait l'après-midi par des constats franchement grandioses: Inde et Union européenne ne représentent-elles pas les deux plus grands ensembles démocratiques du monde, avec un milliard et un demi milliard d'habitants, ensemble le quart de l'humanité ? Après que chaque partie a réaffirmé que son ensemble était "une Union d'Etats", puis constaté avec amusement que chacune reconnaissait 23 langues officielles, une discussion plus critique s'ouvrait.

Le professeur Oommen rappelait que l'Inde était véritablement laïque, parce que non seulement elle ne reconnaît pas de religion d'Etat mais qu'il existe des Etats de l'Union gouvernés par des présidents appartenant à toutes les religions! Il rappelait aussi qu'il n'existait pas de langue majoritaire, même si l'Hindi était parlé par 38% des Indiens. L'acceptation du pluralisme culturel apparaît ainsi non seulement comme une nécessité mais comme une richesse, même si force est de reconnaître qu'il rend l'exercice de la démocratie plus difficile.

Ravni Thakur, Secrétaire Internationale du parti du Congrès, revenait sur l'importance et la difficulté de donner véritablement un pouvoir aux citoyens, même au niveau local des "panchayats" (l'équivalent des communes). Maurice Braud, Président du Comité d'éthique de l'Internationale socialiste, décrivait pour sa part les insuffisances de la démocratie au niveau de l'Union européenne.

Très animé, le débat se centrait sur la question traditionnelle de savoir si un niveau minimal de développement était ou non un préalable à un fonctionnement démocratique. Les invités indiens défendaient avec vigueur la deuxième thèse tout en reconnaissant la nécessité d'un niveau minimum d'éducation des citoyens. Une jolie formule condensait pour finir la discussion : "L'Union indienne est une démocratie à Delhi mais peine encore à être une démocratie de terrain, l'Union européenne est une démocratie de terrain mais peine encore à être une démocratie à Bruxelles"!

La journée du vendredi, à huis clos entre vingt cinq participants, a permis d'aborder la question des relations indo-européennes sous un autre jour, exercice facilité par la connaissance et la confiance établies pendant le colloque de la veille.

Ton vif pour parler des relations Inde-UE: "Vous ne vous êtes jamais intéressés qu'à la Chine, le premier sommet Inde-Union européenne date de 2000! Réponse : "Vous ne nous voyez que comme une puissance économique, vous n'êtes pas intéressés à parler politique ou sécurité avec nous"! Ton encore plus vif pour évoquer l'Irak ou l'Afghanistan : "On a l'impression que vous suivez les Américains où qu'ils vous disent d'aller!"; "Pouvez vous nous expliquer ce que fait l'Alliance atlantique en Afghanistan?". Réaction: "Pourquoi l'Inde n'a-t-elle pas condamné l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique?"

Et puis le retour à plus de sérénité: "Il faut que nous repartions de nos valeurs communes, ce sont elles qui doivent fonder notre coopération". "Nous rentrons dans un monde multipolaire, nous

devons nous rapprocher pour définir son organisation". Suivi de l'examen de quelques thèmes de politique internationale d'intérêt commun: le Myanmar, où tous s'accordent sur la nécessité d'une démocratisation, qui plus est utile au développement de la région, le pays étant une zone de transit utile à tous; le Pakistan, qui doit être reconnu comme un pays pluriel qui peine à définir son identité...

Essayant de reprendre les points forts des deux journées, j'évoquais pour finir quelques thèmes pour la définition à venir de positions communes: le lien entre globalisation et creusement des inégalités: réfléchir aux rythmes de passage au libre échange de façon à permettre l'adaptation des hommes, réfléchir à certains domaines nécessitant un traitement particulier comme l'agriculture; aborder le thème "fiscalité", indispensable pour faire reculer les inégalités, à la fois en termes de règles mondiales à définir et aussi de recettes nouvelles à mettre en place (taxation des opérations financières, usage redistributif possible du marché du carbone, etc.); le thème de la culture enfin, essentiel pour le développement, dont il faut éviter la marchandisation et l'uniformisation et qui est aussi au coeur des politiques de discrimination positive.

Sentiment d'avoir beaucoup et utilement échangé; frustration de n'avoir pu aller au bout de ce que chacun aurait eu envie de développer; impression surtout que ce genre de rencontre pouvait avoir une influence positive pour définir « une vision commune » du monde de demain : les ingrédients semblent réunis pour que se déroulent de nouvelles rencontres visant à redonner à l'humanité le contrôle de son avenir. A suivre.

Gérard Fuchs

Responsable du Département international de la Fondation